

40ème anniversaire du Plan Condor : globalisation et terrorisme d'état (2/2)

ALEX ANFRUNS, MARTIN ALMADA

Partager 0

26 novembre 2015

Article en PDF: 

Le samedi, les visites des bourreaux recommençaient. Le commissaire Mancuello les connaissait. Je lui confiai que j'avais subi la première séance de torture des mains d'un militaire Chilien, puis, ensuite, d'un Argentin, etc., et c'est là qu'il m'a dit : - Nous sommes pris dans les griffes du Condor. -Qu'est-ce que c'est que ça ? fut ma question. C'est cette bête qui vole ? - Non, me dit-il. C'est une association illicite que Pinochet et Contreras ont créée sous l'appellation « Opération Condor », pour perpétrer impunément des crimes dans la région



À quel moment, durant votre emprisonnement sous cette dictature, avez-vous soupçonné qu'il s'agissait d'une répression systématiquement organisée et qui dépassait votre cas personnel ?

Mes premiers soupçons me sont venus lorsque j'ai été emprisonné au Commissariat N° UN, siège du tout récent Bureau d'Interpol, en mai 1975, (six mois avant la mise en place de l'Opération Condor, le 25 novembre 1975, à Santiago du Chili). Un commissaire partageait notre cellule, Mario Mancuello, coupable de ne pas avoir dénoncé son fils, étudiant à l'Université de La Plata, en Argentine. Le fait d'avoir intégré le centre universitaire signifiait, pour Stroessner, que l'on avait adopté l'idéologie communiste.

Au Paraguay, un pays où régna la plus totale impunité entre 1954 et 1989, les tortures se pratiquaient ouvertement. Nous connaissions tous nos bourreaux, mais nous ne connaissions pas leurs noms véritables. Beaucoup venaient jouer au ping-pong et au baby-foot pour faire retomber le stress.

Tous les jours, les mêmes angoissantes questions m'obsédaient. Tout d'abord, comment est réellement morte mon épouse alors qu'ils m'ont dit qu'elle s'était suicidée ; et pourquoi ceux qui m'ont brutalement torturé sont des militaires étrangers, des Argentins, des Brésiliens, Boliviens, Chiliens, Uruguayens et, bien entendu, aussi des Paraguayens ? Le samedi, les visites des bourreaux recommençaient. Le commissaire Mancuello les connaissait. Je lui confiai que j'avais subi la première séance de torture des mains d'un militaire Chilien, puis, ensuite, d'un Argentin, etc., et c'est là qu'il m'a dit :

— Nous sommes pris dans les griffes du Condor.

— Qu'est-ce que c'est que ça ? fut ma question. C'est cette bête qui vole ?

— Non, me dit-il. C'est une association illicite que Pinochet et Contreras ont créée sous l'appellation « Opération Condor », pour perpétrer impunément des crimes dans la région. Pour comprendre cette organisation, il faut lire la Revue de la Police du Paraguay où tu trouveras des informations sur l'Opération Condor.

Le colonel chilien s'appelle Jorge Oteiza Lopez, précisa-t-il. Il appartient aux Services Secrets des Forces Aériennes du Chili et l'Argentin qui t'a torturé, c'est le Commissaire Hector Garcia Rey, Chef de la police de Córdoba, en Argentine.

J'enregistrai dans mon « chip » mental la précieuse information. Par la suite, puni, ils m'ont expédié au « sépulcre des vivants », c'est-à-dire le Commissariat N° 3 de Haute Sécurité où se trouvaient tous les membres du Parti Communiste du Paraguay.

Dans le cachot voisin, je trouvai un prisonnier politique argentin, l'avocat Amilcar Latino Santucho, qui me raconta qu'il avait été arrêté en même temps qu'un sociologue chilien, le dirigeant du MIR, Jorge Fuentes Alarcon. Finalement, en septembre 1976, j'ai atterri au camp de concentration de Emboscada où la doctoresse paraguayenne, fille de parents allemands, Gladys M. de Sannemann, me dit : « nous sommes les victimes du Condor »

Qu'est ce que l'ouverture de ces Archives de la Terreur a permis à ce jour ?

À la lumière de cette découverte historique, nous avons pris conscience du fait que la société civile sud-américaine a fait beaucoup trop confiance à ses forces armées nationales. Ces armées et ces forces de police n'obéissaient pas à la Constitution, mais aux ordres de Washington. Le fait que ces forces armées et de police aient été formées à l'École des Amériques, sise dans la zone du Canal du Panama, le fait que cette École soit un centre nord-américain spécialisé dans la répression de la contestation et dans l'enseignement de la torture comme méthode normale et quotidienne, expliquent leur comportement.

Ces forces ont été, par la suite, une composante fondamentale du Terrorisme d'État tel qu'il a été appliqué dans nos pays latino-américains. Elles ont été exécutrices de crimes de lèse Humanité et elles ont commis des génocides contre des peuples originaires en plusieurs territoires d'Amérique du Sud. Elles ont mené à bien l'Opération Condor pour favoriser la mise en œuvre de modèles économiques néolibéraux favorables aux multinationales et générateurs de famines. Et pour arriver à leurs fins, elles ont eu recours à l'extermination, la torture et l'exil de leurs ennemis civils et religieux, en priorité les intellectuels et les jeunes responsables.

La conséquence a été qu'aujourd'hui nous ressentons fortement cette carence de leaders aux fortes convictions morales pour mener la lutte contre les politiques d'austérité imposées par la Banque Mondiale et le FMI. Nous avons aussi pris conscience que nous, nous n'avons suivi aucune école pour être torturés, alors que nos bourreaux, eux, surtout avec l'aide de la USAID, ont appris les techniques les plus sophistiquées pour attaquer les parties les plus sensibles du corps. Nous avons trouvé des documents qui portent sur : Techniques de torture, sur : Comment garder en vie les torturés...

Depuis, des procès judiciaires ont-ils pu se tenir à l'encontre des responsables de ces crimes ?

Le 25 mai 1989, j'ai poursuivi en justice Stroessner, ses complices et ses protecteurs pour la mort de mon épouse, ma détention et les tortures que j'ai subies. À ce jour, la Justice ne s'est pas prononcée. Le juge qui instruit le dossier a déclaré que la torture n'était pas définie comme un délit dans le Code Pénal de la dictature. Selon des sources officielles, la majorité des tortionnaires ont été jugés et condamnés à la peine maximale, mais cela concerne les officiers et sous-officiers de la Police, alors que l'Opération Condor fut une opération éminemment militaire. Le 3 février 1989, Stroessner fut destitué de son pouvoir et les militaires et les civils qui lui ont succédé ont perpétué l'Impunité jusqu'à ce jour.

À votre avis, quel a été le rôle des États-Unis dans l'Opération Condor et dans l'organisation du terrorisme d'État ?

En résumé, l'Opération Condor a fonctionné sur trois piliers. Premièrement, c'est Henry Kissinger, alors Secrétaire d'État des États-Unis, le cerveau intellectuel du mal qui a ravagé la région et c'est lui qui a fourni les moyens financiers et l'armement le plus approprié, censément pour sauver la civilisation occidentale et chrétienne des griffes du communisme athée et apatride.

Pratiquement, nous pouvons dire que Kissinger a lancé une bombe atomique sur le Cône Sud de l'Amérique Latine, bombe qui a fait plus de 100 000 morts entre 1975 et 1989, tout comme ce qui est arrivé au Japon au cours de la Seconde Guerre Mondiale, lorsque le président Truman a ordonné le bombardement atomique contre les populations civiles innocentes de Nagasaki et Hiroshima, causant plus de 100 000 morts.

Le second pilier, ce fut Augusto Pinochet, Président de facto du Chili, qui devait épurer l'appareil d'État, la société civile et politique de ses communistes, en s'inspirant du modèle appliqué par Interpol. Et le troisième pilier ce fut Hugo Banzer, Président de facto de Bolivie, au profil bas puisque, dans la division du travail criminel, c'est lui qui prit en charge, principalement, le « nettoyage » de l'Église catholique et la chasse des religieux de gauche engagés dans la Théologie de la Libération. Méthodologie qui fut ensuite appliquée à toute la région.

Récemment, le Pape François vous a reçu, à votre demande, et vous lui avez demandé l'ouverture des Archives Secrètes du Vatican. Pourquoi ces Archives sont-elles importantes ?

Tout d'abord, pour que l'Église s'ouvre à la société. Nous savons en effet que ces Archives gardent de nombreux documents, des dénonciations et des renseignements, qui auraient été adressés par diverses personnes aux autorités du Vatican. Ce sont des informations et des demandes à propos de la tragique situation qu'ont connue nos pays durant ces terribles années du Terrorisme d'État. Nous aurions aussi des informations sur la centaine de citoyens/ennes paraguayens arrêtés et disparus, en Argentine et dans tout le Cône Sud.

Avec 85 kilomètres de rayonnages, il s'agit là d'une mémoire du monde assez complète. Les Archives du Vatican reflètent la vie de l'Église et les événements du monde de ces vingt et un derniers siècles passés. Ces Archives sont une des sources de connaissance les plus vastes et les plus sûres, aujourd'hui ; elles sont d'une utilité indiscutable pour exiger justice. Cette ouverture rendra leur consultation accessible aux chercheurs sociaux et pour toutes ces raisons nous suggérons que l'UNESCO les déclare Mémoire du Monde.

Nous avons apprécié l'engagement du Pape François en faveur des Droits de l'Homme lorsqu'il a remis, l'an dernier, au Tribunal de la Province de la Rioja, en Argentine, les documents du Vatican se rapportant à l'assassinat de Monseigneur Enrique Angelelli et d'autres, ce qui a conduit à la condamnation à perpétuité des militaires génocidaires de l'époque où était en vigueur ce pacte Criminel exclusivement militaire. Le 30 septembre 2015, au Vatican, j'ai fait mes adieux au Saint-Père François avec la conviction qu'il « n'y a rien de dissimulé qui ne soit un jour révélé et rien de caché qui ne soit un jour découvert » (Mathieu, 27)

Vous avez dit que l'Opération Condor n'a été qu'un aspect de la terreur infligée par les dictatures et que l'autre aspect ce fut l'application, simultanément, du modèle économique néolibéral. C'est le dixième anniversaire du NON à l'ALCA. Selon vous, quels sont les dangers des traités de libre-échange conclus avec les États-Unis et la présence de dizaines de bases militaires en Amérique Latine, au XXI^e siècle ?

Nous savons parfaitement et par expérience que le capital étranger ne vient pas s'investir dans nos pays pour y promouvoir le développement, mais pour nous soumettre et nous transformer en simple usine dépendante. C'est ainsi que l'Empire nous a proposé la création de l'ALCA (Aire de Libre Échange des Amériques) dans laquelle, parmi les pays membres, il n'y aurait pas d'associés, mais des patrons, surtout les patrons des multinationales.

Selon Hector Vega, éminent intellectuel chilien, dans son ouvrage fort intéressant : "Intégration économique et mondialisation" *, les 10 et 11 décembre 1994 eut lieu le Sommet des Amériques, à Miami, avec la présence de 33 chefs d'État, où fut proposée la création d'un marché unique sur le continent américain à l'horizon 2005, marché qui devait s'étendre depuis l'Alaska jusqu'à la Terre de Feu, en Argentine.

La rhétorique intégrationniste en rapport avec les Droits de l'Homme, la démocratie et la défense de l'environnement, n'était vraiment pas au centre des préoccupations de l'ALCA, qui visait seulement l'aspect commercial et une nouvelle colonisation, une nouvelle ère de conquête grâce au néolibéralisme sauvage et criminel. On nous propose un monde où les investisseurs spéculent sur tout. Comme déjà nous avertissait Ignacio Ramonet : « La mise au pas de la finance doit devenir un objectif d'un intérêt civique de première grandeur si nous voulons éviter que le monde du prochain siècle ne soit une jungle où les prédateurs imposeront leur loi ». **

Pour l'implantation du néolibéralisme, les États-Unis ont dû avoir recours à une énergique intervention militaire dans les pays du Cône Sud ce qui provoqua un recul du mouvement ouvrier et amena une ère de Terrorisme d'État, la destruction des espaces de participation démocratique, la destruction physique des militants et des leaders des mouvements sociaux. L'Empire a rendu possible un modèle de démocratie restreinte au Chili, Brésil, Paraguay.

Aujourd'hui, avec le succès de la droite aux élections en Argentine, suite à une féroce guerre médiatique, les avancées de l'intégration régionale sont en danger. Pour assurer son contrôle sur son « arrière-cour », l'Empire continue d'accueillir des militaires dans son École des Amériques et à leur enseigner les techniques de torture ; cette école est aujourd'hui installée à Fort Benning, dans l'État de Georgie. Il y a plus de 100 bases militaires qui entourent le Brésil, l'Argentine, la Bolivie, etc. Le Chili, non seulement envoie ses militaires suivre les cours de Terrorisme d'État, mais il met en place, lui aussi, une base militaire, à Concon, au cœur même du pays.

C'est pourquoi il est urgent de mondialiser les luttes contre l'Impunité du Terrorisme d'État. Le capital prédateur s'est mondialisé ces dernières années. Maintenant, c'est à notre tour de mondialiser nos convictions en faveur d'une citoyenneté active, d'une authentique démocratie adaptée à nos réalités. Il nous faut surtout vivre solidairement pour empêcher que la moribonde ALCA ne ressuscite.

Traduit par Manuel Colinas pour Investig'Action

Source : Investig'Action

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

copyright michel

graphisme dev: Platanos studio

[Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |